

La Hongrie et les guerres balkaniques

Mihály Fülöp

| Professeur des universités.

« On fait la guerre quand on veut, on la termine quand on peut ».
Nicolas Machiavel : *Le Prince*, 1513.

Les acteurs, le décor

Quel était le rôle de la Hongrie dans les guerres balkaniques ? Depuis son indépendance éphémère lors de la révolution de 1848-1849 et sa lutte de libération contre l'Empire des Habsbourg, écrasée par l'Armée russe, la Hongrie fut forcée d'accepter en décembre 1867, une construction dualiste, devenant l'Empire austro-hongrois. À partir de cette date, l'empereur François-Joseph ⁽¹⁾, couronné également roi de Hongrie, règne sur les deux États réunis. Par ailleurs le ministre des Affaires étrangères et le chef d'État-major conduisent la diplomatie et l'armée communes de la Double Monarchie en accord avec le compromis « historique » conclu entre l'empereur François-Joseph et le Royaume de Hongrie.

Des intérêts autrichiens et hongrois différents

La Hongrie, c'est-à-dire la « Transleithanie » de l'Empire austro-hongrois, est plus concernée par son histoire et sa position géostratégique dans l'immédiat voisinage des Balkans que la partie « autrichienne » de l'Empire (la Cisleithanie). Le Royaume de Hongrie est intéressé par le maintien de la paix d'équilibre établie au Congrès de Berlin mais se révèle incapable de mener une politique étrangère distincte, parce qu'incluse dans une Double Monarchie. L'Empire austro-hongrois est une des grandes puissances du concert des Nations, défenseur du *statu quo* et attaché au « *balance of power* » dans les Balkans plus que toute autre grande puissance. Il veille à la neutralité et au désintéressement des autres grandes puissances dans les Balkans pour empêcher l'émergence des alliances, répliques balkaniques de l'Entente et des puissances centrales ⁽²⁾ ou de la formation d'une « grande puissance

(1) François Joseph Charles de Habsbourg-Lorraine (Vienne 1830-1916) : empereur d'Autriche (1848-1916) et roi apostolique de Hongrie (1867-1916) sous le nom de François-Joseph I^{er}, également roi de Bohême, de Croatie, de Dalmatie, de Slavonie, de Galicie, de Lodomélie et d'Illyrie.

(2) Selon le *Larousse*, la Triple-Alliance (20 mai 1882) ou Triplice est le nom donné au groupement politique constitué par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

La Hongrie et les guerres balkaniques

régionale » (Bulgarie ou Serbie ou Roumanie). Néanmoins, aux moments cruciaux de cette période de transition et de rapports de force changeant en faveur de Budapest, les hommes d'État du Royaume de Hongrie (les ministres des Affaires étrangères communs à l'Empire, Gyula Andrassy ⁽³⁾ et István Burián ⁽⁴⁾ ; les gouverneurs de la Bosnie, Béni Kállay ⁽⁵⁾ et István Burián ; le Premier ministre : István Tisza ⁽⁶⁾ et le gouverneur de Serbie, Lajos Thallóczy ⁽⁷⁾) ont pesé sur la politique étrangère et de défense communes de l'Empire en faisant valoir les intérêts géostratégiques hongrois.

Du Congrès de Berlin (13 juin - 13 juillet 1878) ⁽⁸⁾ à la Grande Guerre (1914-1918), le Concert des Nations réussit à résoudre les conflits entre les empires austro-hongrois et russe sans conflagration majeure. Le comte Gyula Andrassy formule les objectifs de la politique balkanique de la Double Monarchie dès le Congrès de Berlin pour contenir l'influence russe, grande puissance rivale dans les Balkans. Le ministre des Affaires étrangères de l'Empire austro-hongrois veut ainsi maintenir la paix, la stabilité et les intérêts de la Monarchie, empêchant la création de la Grande Serbie par l'occupation du Sandjak ⁽⁹⁾, ainsi que l'Union de la Serbie avec le Monténégro ayant accès à la mer Adriatique et empêchant surtout la formation d'une Ligue balkanique unissant les Slaves du Sud sous l'égide de l'Empire russe. Il s'oppose à la création d'États-Nations (Grande Serbie, Grande Bulgarie, Grande Roumanie) ayant comme modèle la France puisque le principe des nationalités est contraire au caractère multinational de la Double Monarchie, constituée de sept nations et de treize nationalités différentes.

La situation du départ scelle le sort de la Hongrie. Depuis le printemps des peuples (1848), la Hongrie s'est embourbée dans une lutte interminable contre les nations voisines (roumaine, slovaque, croates) soutenant la cause autrichienne. Dans la Double Monarchie (1867-1918), la fragilité du Royaume de Hongrie multinational (en 1910, à peine la moitié de sa population parlait le hongrois) ⁽¹⁰⁾, est manifeste à cause des nationalités qui cherchent des protecteurs à l'extérieur.

(3) Comte Gyula Andrassy (Kassa 1823-1890, Volosca) : Premier ministre de Hongrie (1867-1871) puis ministre des Affaires étrangères commun (1871-1879).

(4) Baron puis comte István Burián (Stomfa 1851-1922, Vienne) : gouverneur de Bosnie (1903-1912), en tant que ministre commun des Finances ; il devient ministre du Gouvernement d'István Tisza (1913-1915), puis ministre commun des Affaires étrangères (1915-1916).

(5) Béni Kállay (Pest 1839-1903 Vienne) : ministre commun des Finances et gouverneur de Bosnie entre 1882-1903.

(6) Comte István Tisza (Pest 1861-1918 Budapest) : Premier ministre du Royaume de Hongrie (1903-1905 et 1913-1917).

(7) Lajos Thallóczy (Buda 1856-1916 Herceghalom) : membre de l'Académie, gouverneur de Serbie en 1916.

(8) Le 13 juillet 1878, l'Acte final du Traité de Berlin reconnaît l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro dont les territoires sont agrandis. En revanche, la Bulgarie est seulement reconnue comme principauté tributaire des Ottomans ; elle perd la Roumélie, érigée en principauté autonome et la Macédoine, restituée aux Ottomans. Les acquisitions territoriales de l'Empire russe sont limitées dans le Caucase, tandis que l'Empire austro-hongrois s'avance vers les Balkans avec l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine et un droit de regard sur le Sandjak.

(9) Sandjak de Novipazar : ancien territoire de l'Empire ottoman situé à cheval sur les actuelles Serbie et Monténégro, voisin de la Bosnie-Herzégovine au Nord-Ouest et du Kosovo au Sud-Est.

(10) Voir la carte linguistique du Royaume de Hongrie de 1910 dans l'ouvrage *Révai Nagy Lexikon, tome 13*, p. 200, Budapest, 1915 (l'échelle de couleur de 0 à 100 % se situe en bas à droite).

La Hongrie et les guerres balkaniques

L'ordre établi dans les Balkans assure la sécurité de la Hongrie puisque les grandes puissances veillent sur les ambitions d'expansion territoriale des petits États et ne permettent pas l'application du principe des nationalités. Au début du XX^e siècle, l'agonie de l'Empire ottoman ⁽¹¹⁾, ainsi que la convoitise de ses territoires européens (Macédoine, Albanie, Thrace) par les États balkaniques (Serbie, Monténégro, Bulgarie, Grèce) commencent à éroder l'ordre établi à Berlin. Des nouvelles menaces contre la sécurité apparaissent pour la Hongrie. À la veille des guerres balkaniques, l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'existence même de la Hongrie sont menacées de l'extérieur : à partir de 1903, par l'hostilité serbe, conjugué au panslavisme de l'Empire russe, et plus tard, à partir de 1913, par l'irrédentisme roumain concernant la Transylvanie ⁽¹²⁾ ; ainsi que de l'intérieur, par les velléités « trialistes » et la mise au pas de la Hongrie par l'Archiduc François-Ferdinand ⁽¹³⁾.

Les menaces pour le Royaume de Hongrie

La première de ces menaces se réalise avec l'élimination sanglante de la dynastie Obrenović ⁽¹⁴⁾, à Belgrade, en 1903. Avec Karagjorgjević, la Serbie devient hostile, se rapprochant de l'Empire russe et de l'Entente. Par la suite, en 1908, c'est la révolution jeune turque qui ébranle l'ordre établi. C'est dans ce contexte qu'un autre acteur hongrois, le baron István Burián, gouverneur de la Bosnie, prend l'initiative de transformer l'occupation de ce territoire, sous suzeraineté nominale turque, en l'annexant à l'Empire afin de constituer une enceinte de protection pour la Dalmatie autrichienne et consolider le *statu quo* balkanique. Or, l'annexion de la Bosnie remet en cause la paix de Berlin. La Serbie proteste et l'Empire russe a recours à la mobilisation. Les deux ambitions impériales se heurtent. Aehrenthal ⁽¹⁵⁾, ministre des Affaires étrangères et Conrad von Hötzendorf ⁽¹⁶⁾, chef d'État-major de l'Empire, veulent saisir cette occasion pour anéantir la Serbie. La crise bosniaque du 5 octobre 1908 au 19 mars 1909 déclenche une rivalité entre les deux empires par la Serbie interposée, conduisant l'Europe au bord du précipice. Au dernier moment, la France laisse tomber l'Empire russe. La Serbie est contrainte d'obtempérer à l'*ultimatum* austro-hongrois et de reconnaître la Bosnie comme

(11) Fondé par une tribu turque en Anatolie occidentale, l'Empire ottoman (1299-1922) s'étendait au faite de sa puissance sur toute l'Anatolie, les Balkans, le pourtour de la mer Noire, la Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, la péninsule arabique et l'Afrique du Nord (exception faite du Maroc).

(12) La Transylvanie est devenue partie intégrante du Royaume de Hongrie en 1867, habités majoritairement au Nord et à l'Est par des Hongrois et au Sud par des Roumains (voir la carte linguistique du Royaume de Hongrie de 1910).

(13) François-Ferdinand de Habsbourg-Este (Graz 1863-1914 Sarajevo) : Archiduc d'Autriche et prince royal de Hongrie et de Bohême ; héritier du trône de l'Empire austro-hongrois à partir de 1889. Ouvrage de référence : Jean-Paul Bled, *François-Ferdinand d'Autriche*.

(14) Le 11 juin 1903, un groupe d'officiers nationalistes, membres de la « Main noire » dirigés par Dragutin Dimitrijević dit « Apis », commet un coup d'État au cours duquel le roi Alexandre et la reine Draga sont assassinés. Cet épisode sanglant met un terme à la dynastie des Obrenović. Les conjurés soutiennent la dynastie rivale des Karagjorgjević, qui accède au trône grâce à ce meurtre, en la personne de Pierre I^{er}.

(15) Comte Alois Lexa von Aehrenthal (1854-1912) : ministre commun des Affaires étrangères (1906-1912).

(16) Franz Conrad von Hötzendorf (Penzing 1852-1925 Bad Mergentheim) : chef d'État-major de l'Empire austro-hongrois entre 1906-1911 et 1912-1917.

partie intégrante de la Double Monarchie, renonçant ainsi à la réalisation de la Grande Serbie. La guerre est évitée de justesse.

Cette crise révèle la hantise hongroise de se noyer dans la mer des Slaves. Le mouvement panslave soutenu par l'Empire russe menace de faire disparaître la Grande Hongrie historique, puisque l'unification des Slaves du Nord (Slovaques, Ruthènes)⁽¹⁷⁾ et des Slaves du Sud (Serbes, Croates)⁽¹⁸⁾ pourrait rayer le Royaume de Hongrie de la carte de l'Europe. C'est pour cette raison que le Premier ministre Wekerle⁽¹⁹⁾ proteste contre les plans d'occupation d'Aehrenthal et de Conrad, et s'oppose au partage ou à l'anéantissement de la Serbie, puisqu'il ne veut pas avoir quelques millions de Slaves de plus sur le territoire du Royaume de Hongrie.

De surcroît, c'est à cette période que le prince-héritier, l'Archiduc François-Ferdinand, émerge comme le véritable pôle de changement sur l'échiquier politique de la Double Monarchie. Il réussit à établir sa réputation de « dévoreurs de Hongrois ». Viscéralement hostile au parti de l'indépendance hongrois de 1848 (mené par Ferenc Kossuth⁽²⁰⁾ et Mihály Károlyi⁽²¹⁾), le prince héritier préconise, dans ses futurs plans, la transformation de la construction dualiste en trialisme (Autriche-Hongrie-Croatie) et souhaite l'introduction du suffrage universel en Hongrie pour faire triompher les nationalités en diminuant le poids politique de l'aristocratie hongroise. Selon Ottokar Czernin⁽²²⁾, la politique du prince héritier doit « s'appuyer sur les baïonnettes », en introduisant « un absolutisme césarien ». Son programme de 1911 pour sa montée sur le trône envisage même l'instauration d'une dictature et l'occupation militaire de la Hongrie. Son entourage veut un Empire d'Autriche de langue allemande, éliminant la suprématie hongroise. Le prince héritier apparaît aux yeux des Hongrois comme un second centre de pouvoir dans la Double Monarchie, hostiles aux intérêts vitaux du Royaume de Hongrie. François-Ferdinand veut liquider la puissance hongroise et laisser s'unir les Slaves du Nord et du Sud. Transformer la Double Monarchie austro-hongroise en Triple Monarchie équivaldrait – avec la formation d'un État des Slaves du Sud à l'intérieure de la Monarchie (grande Croatie, élargie à la Serbie) – à un partage de la Hongrie.

Les velléités de François-Ferdinand, conjugués à la menace panslave contribuent à réunir, pendant et après la crise bosniaque, les prémices d'« une politique

(17) Les Slovaques, les Ruthènes se situent au Nord de la Hongrie (voir la carte linguistique du Royaume de Hongrie de 1910, *op. cit.*).

(18) Les Serbes, les Croates se situent au Sud de la Hongrie (voir la carte linguistique, *op. cit.*).

(19) Sándor Wekerle (Mór 1848-1921 Budapest) : Premier ministre hongrois entre 1892-1895, 1906-1910 et 1917-1918.
(20) Ferenc Kossuth (Pest 1841-1914 Budapest) : fils de Lajos Kossuth, chef du parti de l'indépendance hongrois de 1848 (entre 1896-1914).

(21) Comte Mihály Károlyi (Budapest 1875-1955 Vence) : homme politique et chef du Parti de l'indépendance hongrois entre 1914-1918, puis Président de la 1^{re} République populaire hongroise de 1918 à 1919.

(22) Comte Ottokar Czernin (Dimokur 1872-1932 Vienne) : ministre de l'Empire austro-hongrois à Bucarest (1913-1916) et ministre commun des Affaires étrangères (1916-1918).

La Hongrie et les guerres balkaniques

étrangère hongroise » ayant comme objectif principal d'éviter la guerre avec l'Empire russe, afin de ne pas perdre la Grande Hongrie historique. Les hommes d'État hongrois s'opposent à la politique belliqueuse de Vienne, qui vise à déclencher une guerre « préventive » contre la Serbie aboutissant à une occupation militaire ou à une annexion, voir au partage de la Serbie entre l'Empire austro-hongrois, la Bulgarie et la Roumanie. La liquidation de la Serbie et son incorporation dans l'Empire signifieraient que le Royaume de Hongrie, avec l'apport de plusieurs millions de Slaves du Sud, perdrait sa majorité hongroise. De surcroît, l'Empire russe s'opposerait à la liquidation de la Serbie et déclencherait une guerre européenne. Les hommes d'État hongrois veulent éviter une guerre de suprématie entre les deux empires par le biais des petits États balkaniques interposés.

L'*ultimatum* austro-hongrois résout finalement la question bosniaque par la voie diplomatique. Le Concert des Nations est ébranlé mais la balance multipolaire fonctionne encore pour préserver la paix. Ainsi, Aehrenthal, à la fin de l'année 1909, sous la pression de la Hongrie, renonce à son plan d'incorporation. Il prend également en compte que l'Italie demandera des réparations dans le cas d'une expansion territoriale et qu'une Ligue balkanique se dressera contre la Monarchie. Conrad envisage d'accorder le Sandjak, sous suzeraineté nominale turque à la Serbie. Cette initiative du chef d'État-major met en lumière le caractère contradictoire de la politique hongroise. Burián, refuse l'annexion de la Serbie, mais ne veut pas non plus son agrandissement territorial. Le gouverneur de la Bosnie s'oppose, ainsi, à céder le Sandjak à la Serbie, une cession territoriale ouvrant la voie à l'unification des deux États serbes (Serbie, Monténégro).

Aehrenthal et Conrad tentent d'affaiblir la Serbie et le Monténégro, de renforcer une Grande Bulgarie alliée et de former un État albanais indépendant pouvant reprendre la fonction de l'Empire ottoman, c'est-à-dire d'interdire l'accès de la Serbie à la mer Adriatique et assurer à la Monarchie la route vers Salonique. Or, à partir de la crise bosniaque et des guerres balkaniques, la logique des alliances militaires prend le dessus. Le gouvernement Wekerle est incapable de se détacher de la tutelle de la cour impériale de Vienne. De même, la Double Monarchie est incapable de se détacher de l'alliance de l'Allemagne (cf. le mémoire de Lilla Fülöp). Le mirage d'une Hongrie « rebelle » se dissipe : celle-ci réussit à modérer et encadrer l'action extérieure de la Monarchie, mais ne départit pas de l'orientation fondamentale de sa politique étrangère et de défense. La Hongrie, ayant perdu la bataille (1903-1912) pour former une armée hongroise autonome (Honvédség), devient de plus en plus subordonnée à l'autorité militaire du vieil empereur François-Joseph. Quant à ce dernier, il a plus besoin que jamais de son alliance avec Guillaume II ⁽²³⁾ pour mener une politique de « grande puissance » et reconnaît ainsi de plus en plus la direction de Berlin, surtout dans les affaires balkaniques.

(23) Frédéric Guillaume Victor Albert de Hohenzollern (Berlin 1859-1941 Doorn) : roi de Prusse et Empereur allemand de 1888 à son abdication en 1918.

C'est sur cette toile de fond que se dessine la politique balkanique de la Double Monarchie. Nous allons essayer de démontrer « l'aspect hongrois » des guerres balkaniques sur la base des journaux tenus par les acteurs hongrois de l'époque (István Burián ⁽²⁴⁾, Lajos Thallóczy) et la bibliographie hongroise ⁽²⁵⁾ récente.

La première guerre balkanique (18 octobre 1912 - 30 mai 1913)

Un Empire ottoman en déliquescence

Au moment où Berchtold ⁽²⁶⁾, un proche de François-Ferdinand et rival de Burián, s'apprête à prendre le ministère des Affaires étrangères (laissé vacant avec la mort d'Aehrenthal), un accord secret bulgare-serbe se prépare sous l'égide de l'Empire russe pour partager la Macédoine ⁽²⁷⁾, possession de l'Empire ottoman. Cet accord entre ses deux États slaves, conclu le 13 mars 1912, est dirigé contre les Ottomans et les Austro-Hongrois. En effet, la Double Monarchie est intéressée par la Macédoine, puisqu'elle lui ouvre la voie vers Salonique et l'accès à la mer Égée et à la Méditerranée. L'élargissement de cet accord bulgare-serbe au Monténégro et à la Grèce le transforme en Ligue balkanique qui prépare la guerre pour partager les territoires européens de la Sublime Porte. L'Empire russe s'oppose toutefois à la participation du Monténégro et de la Grèce parce qu'ils échappent à son contrôle.

Les deux Empires (austro-hongrois et russe) luttent pour la suprématie dans les Balkans mais ne veulent pas de cette guerre. C'est ainsi que Berchtold continue à mener une politique étrangère sans changer l'orientation de la politique du *statu quo* d'Aehrenthal jusqu'au mois d'avril 1913. Il œuvre pour la création d'une Albanie indépendante, d'une Grande Bulgarie, tout en préservant un Monténégro amical, ne voulant ni annexer le Sandjak, ni absorber la Serbie. Quant à la politique de l'Empire russe, rivale de la Double Monarchie, celle-ci ne vise pas non plus à bouleverser l'ordre établi dans les Balkans. De ce fait, Sazonov ⁽²⁸⁾ veut saisir les Détroits ⁽²⁹⁾, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire ottoman et en faisant la concorde avec les États balkaniques. Cette politique russe devient

(24) *Báró Burián István naplói [Diary of Baron Burián] 1907-1922.*

(25) Penka Peykovska et Gábor Demeter (dir.) : *Bulgaria and Hungary at war (1912-1918)* ; Gábor Demeter : *The Balkan Policy of Baron István Burián and Count István Tisza during the Balkan wars (1912-1913)* ; Penka Peykovska : *Lajos Thallóczy's Diary about Bulgaria and Austria-Hungary's foreign Policy during the Balkan wars (2 June 1912 - 26 November 1913)* ; Demeter Gábor : *Kisállami törekvések és nagybatalmi érdekek a balkán-háborúk idején (1912-1913).*

(26) Comte Leopold von Berchtold (Vienne 1863-1942 Peresznye) : ministre commun des Affaires étrangères (1912-1915). Théoriquement un noble hongrois, mais ne parlant pas cette langue, il devait son poste à la règle de la distribution des trois ministères communs, selon laquelle seulement un seul poste pouvait être occupé par un Hongrois.

(27) Voir la carte publiée dans son rapport par la Fondation Carnegie en 1914.

(28) Sergei Sazonov (Ryazan province 1860-1927 Nice) : beau-frère du Premier ministre Pierre Stolypine et ministre des Affaires étrangères russe entre 1910-1916.

(29) Le détroit du Bosphore relie la mer Noire à la mer de Marmara et marque, avec les Dardanelles, la limite méridionale entre les continents asiatique et européen. Il sépare les deux parties anatolienne (Asie) et rouméliote (Europe) de la province d'Istanbul.

La Hongrie et les guerres balkaniques

rapidement irréalisable, de même que celle d'Izvolsky ⁽³⁰⁾ consistant à saisir les Détroits uniquement avec l'accord des grandes puissances. Le *tsar* Nicolas II ⁽³¹⁾ décide de contenir l'expansion autrichienne dans les Balkans par une mobilisation de son armée au mois de septembre 1912. Cette mobilisation et l'opposition hongroise à « une guerre préventive » amènent l'empereur François-Joseph à retenir Conrad qui voulait lancer son armée contre la Serbie. Ainsi, les deux puissances rivales se neutralisent en s'opposant à l'attaque de l'Empire ottoman de la part de la Bulgarie, de la Serbie, du Monténégro et de la Grèce ; mais, la Ligue balkanique décide quand même de régler « la question de l'Orient » par les armes.

Le 18 octobre 1912, les États balkaniques attaquent ainsi l'Empire ottoman. Dès le début, Burián espère que le conflit se prolongera et qu'une victoire turque provoquera la désintégration de la Ligue balkanique et, de ce fait, la perte de l'influence russe dans les Balkans. Or, pour le plus grand malheur des hommes d'État austro-hongrois, l'Empire ottoman est défait en quelques semaines. L'armée bulgare remporte une éclatante victoire sur les Turcs en Thrace ⁽³²⁾ (front Sud) et arrive aux portes de Constantinople (actuel Istanbul, Turquie) le 5 novembre 1912. Les Serbes, les Monténégrins et les Grecs battent les Turcs en Macédoine et en Albanie. Les armées grecque et bulgare occupent Salonique.

Une fois les Détroits menacés, l'Empire russe, ainsi que la Grande-Bretagne veulent éviter qu'ils soient contrôlés par les Bulgares, alors que Berchtold ne s'oppose pas à l'occupation bulgare de Constantinople. Les grandes puissances abandonnent ainsi le désintéressement/la neutralité ; tandis que la Roumanie soutient l'Empire russe pour ouvrir les Détroits. Malgré l'insistance de Conrad afin d'attaquer la Serbie, Berchtold fait valoir sa politique pour le rétablissement de la paix. L'arrêt des troupes bulgares par les Turcs sur la ligne de Tchataldja ⁽³³⁾ le 17 novembre 1912 et la guerre de tranchées qui s'en suit ouvrent une période de répit pendant quelques mois.

Une difficile négociation de paix

L'armistice du 3 décembre 1912 remet en cause le *statu quo* et met à mal la politique de désintéressement de Poincaré ⁽³⁴⁾. À la suite des victoires de la Ligue balkanique, Grey ⁽³⁵⁾ et Poincaré obligent les grandes puissances (Grande-Bretagne,

(30) Comte Alexander Izvolsky (Moscou 1856-1919 Biarritz) : ministre des Affaires étrangères russe (1906-1910) puis Ambassadeur à Paris (1910-1917).

(31) *Tsar* Nicolas II de Russie (Tsarskoïe Selo 1868-1918 Ekaterinbourg) de la dynastie des Romanov : dernier Empereur de Russie (1894-1917). Assassiné avec toute sa famille le 17 juillet 1918 à Ekaterinbourg.

(32) Région de l'Europe sud-orientale aujourd'hui partagée entre la Bulgarie (Thrace du Nord), la Grèce (Thrace occidentale ou Thrace égéenne) et la Turquie (Thrace orientale).

(33) Çatalca, un des 39 districts d'Istanbul.

(34) Raymond Poincaré (Bar-le-Duc 1860-1934 Paris) : ministre à plusieurs reprises, Président du Conseil puis président de la République (1913-1920) ; l'une des plus grandes figures politiques de la III^e République et l'un des personnages centraux de la Première Guerre mondiale.

(35) Baron Edward Grey (Londres 1862-1933 Fallodon) : ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni (1905-1916).

La Hongrie et les guerres balkaniques

France, Allemagne, Italie, Empires austro-hongrois et russe) à convoquer, à Londres, une conférence de paix des petits États balkaniques qui échappent, désormais, à leur influence. Jusqu'à la rupture de l'armistice, les grandes puissances ont encore une fenêtre d'opportunité pour influencer le cours des événements. Le ministre des Affaires étrangères russe préférerait le partage de la partie européenne de l'Empire ottoman par les petits États eux-mêmes que par une conférence des grandes puissances. Ainsi, Sazonov veut compenser la Roumanie avec le Quadrilatère ⁽³⁶⁾ et la Serbie, grâce à un port adriatique – Durazzo (Durrës en Albanie) – pour rétablir la paix d'équilibre dans les Balkans. Berchtold et Burián soutiennent cette demande roumaine afin de détourner son attention de la Transylvanie. Néanmoins, les deux empires se heurtent, en novembre 1912, au refus de la Bulgarie.

Dès le mois de janvier 1913, François-Ferdinand et Berchtold pressent les États balkaniques à conclure la paix avec les Ottomans. Ils essayent de limiter l'ampleur de leur défaite en leur accordant Adrianople ⁽³⁷⁾, assiégée par l'armée bulgare, pour pouvoir protéger Constantinople. Or, la défaite turque de mars-avril 1913 et l'occupation d'Adrianople par les Bulgares et les Serbes mettent brusquement fin à la première guerre balkanique. L'Empire ottoman tenait à diviser la Ligue balkanique en invitant l'intervention des grandes puissances, alors que l'Allemagne se distinguait de plus en plus de la politique pro-bulgare de Berchtold et s'orientait vers une politique pro-turque et pro-roumaine. Le traité de paix entre la Ligue balkanique et l'Empire ottoman est signé le 30 mai 1913, à Londres. Le grand bénéficiaire de ce traité est la Serbie, qui double son territoire avec l'annexion du Sandjak, du Kosovo et d'une partie de la Macédoine. Le *tsar* Ferdinand ⁽³⁸⁾ est mécontent du règlement de paix, puisque la Bulgarie qui a fourni le plus de sacrifices pour la victoire commune est privée de la plus grande partie de la Macédoine bulgarophone, occupée par la Serbie et la Grèce, en dépit de l'accord secret du 13 mars 1912. La Serbie, de même que la Grèce ont toutes les deux exigé la Macédoine. Le *tsar* Ferdinand insiste pour rétablir la Grande Bulgarie de San Stefano ⁽³⁹⁾ et déclenche ainsi, de nouveau, la rivalité des petits États.

La conférence des ambassadeurs à Londres (décembre 1912-juillet 1913) est convoquée pour régler les différends entre les États victorieux de la Ligue balkanique concernant le partage des territoires européens de l'Empire ottoman.

(36) Province historique d'Europe, sur la mer Noire, limitée à l'Ouest et au Sud par le Danube. Le Congrès de Berlin (1878) attribua le Nord de la Dobroudja à la Roumanie et le Sud de la Dobroudja (Quadrilatère ou Dobroudja méridionale) à la Bulgarie. Ce dernier fut annexé en 1913 par la Roumanie.

(37) Edirne, autrefois Andrinople ou Adrianople, province turque du même nom, limitrophe de la Bulgarie et de la Grèce : bulgare après la 1^{re} guerre balkanique (octobre 1912-mai 1913), mais turque après la 2^{de} guerre (juin-juillet 1913).

(38) Ferdinand I^{er} de Bulgarie, Prince de la maison Saxe-Cobourg et Gotha (Vienne 1861-1948 Cobourg) : élu prince de Bulgarie en 1887, prend le titre de *tsar* des Bulgares en 1908. Il abdique et laisse le trône de Bulgarie à son fils aîné Boris en 1918.

(39) Traité de San Stefano (3 mars 1878) : convention imposée par l'Empire russe à l'Empire ottoman grâce à ses victoires dans leur guerre de 1877-1878. Une Grande Bulgarie fut alors établie, les Balkans devenant une zone d'influence russe. Le Congrès de Berlin (1878), réuni peu après, rétablit l'équilibre européen aux dépens de la Russie et de la Bulgarie.

La Hongrie et les guerres balkaniques

La compétition bulgaro-grecque et serbe concernant la Macédoine est devenue une question centrale à résoudre. Salonique (ou Thessalonique) est accordé à la Grèce, arrivée la première au port méditerranéen, quelques heures avant les Bulgares. Les grandes puissances se révèlent impuissantes à régler les différends entre vainqueurs : les Bulgares ne se sont pas satisfaits d'obtenir Kavala (aujourd'hui ville grecque) en échange de Salonique. Quant à la Roumanie, elle veut éviter l'influence prépondérante d'une grande puissance (Empires russe ou austro-hongrois) en Bulgarie ; c'est pour cette raison qu'elle exige une compensation (le Quadrilatère) face à l'expansion des États slaves en Macédoine, afin de retrouver une paix d'équilibre dans les Balkans. Une nouvelle conférence des ambassadeurs est convoquée à Saint-Pétersbourg (mars-mai 1913) pour régler le différend bulgaro-roumain et la question albanaise. Sazonov essaye alors de maintenir la Ligue balkanique et d'attirer la Roumanie dans une alliance contre la Double Monarchie.

La politique du *statu quo* de la Double Monarchie dans les Balkans s'effondre. L'Empire austro-hongrois n'a pas su empêcher la recomposition des Balkans à son détriment. Ainsi, il est contraint d'accepter l'expansion territoriale de la Ligue balkanique. Néanmoins, le 20 décembre 1912, sa diplomatie fait reconnaître, comme maigre consolation, l'indépendance de l'Albanie par les grandes puissances. L'Empire austro-hongrois et l'Italie veulent former une Grande Albanie viable, selon le principe des nationalités (Albanie et Kosovo réunis), se substituant au rôle que, jadis, l'Empire ottoman remplissait, afin de contenir la Serbie et le Monténégro et contrôler l'accès à la mer Adriatique. L'Empire russe proteste et tente de réduire le territoire albanais, en espérant que l'influence russe – par les deux États serbes interposés – s'étendra jusqu'à la mer Adriatique. Quant à Berchtold, il s'oppose à prendre les armes contre les Serbes : « je pourrais provoquer une guerre facilement, mais je ne le veux pas » (*Bulgaria and Hungary at war*, p. 46) répond-il à l'accusation de Burián d'être indécis face aux Russes alors qu'il tente de les apaiser dans la question des Détroits. Burián veut éviter le contrôle des Détroits par l'Empire russe ou par la Bulgarie en espérant que l'Empire russe ne ferait pas la guerre pour sauver la Serbie. De ce fait, une alliance de la Double Monarchie avec la Bulgarie pourrait contrebalancer la Serbie et détourner son attention de l'Empire austro-hongrois vers la Macédoine. En même temps, Burián s'oppose à l'occupation de Durazzo par les Serbes et au siège de Scutari (Shkodër, Nord-Ouest de l'Albanie) par Nikita ⁽⁴⁰⁾ puisqu'il y voit une menace pour la sécurité de l'Empire austro-hongrois. C'est pour cette raison que Berchtold cède le Sandjak à la Serbie en mars 1913 pour la faire renoncer à Durazzo. La Conférence de Londres, en juin 1913, entérine cette cession qui unit la Serbie à l'autre État serbe, le Monténégro et établit une Albanie indépendante, diminuée dans son territoire. La Double Monarchie réussit à obtenir le retrait des troupes monténégrines de Scutari (assiégé depuis le 12 novembre 1912 et occupé par les troupes de

(40) Nicholas I^{er} de Monténégro (Nikita), également connu sous le nom de Mirkov Petrović-Njegoš (Njeguši 1841-1921 Cap d'Antibes) : prince souverain (1860-1910) puis roi de Monténégro (1910-1918).

Nikita le 23 avril 1913) par une démonstration de force des flottes des six grandes puissances, dernière manifestation du Concert des Nations ⁽⁴¹⁾.

Ce changement radical de la politique balkanique opéré par l'Empire austro-hongrois est accompagné par l'évolution de la politique intérieure hongroise. Ainsi, la victoire électorale du parti du travail d'István Tisza sur le parti de l'indépendance hongrois de 1848, démontre que la loyauté manifestée à l'Empereur (jadis détesté) est le meilleur remède pour parer aux menaces extérieures (russe, serbe, roumaine) et intérieure (François-Ferdinand). Tisza est bien conscient que, sans l'Empire au moment où des forces énormes se préparent dans le voisinage, le Royaume de la Hongrie deviendrait indéfendable. Burián, nommé ministre auprès de François-Joseph dans le cabinet Tisza au mois de juin 1913, devient ainsi un quasi « ministre des Affaires étrangères hongrois » et, de ce fait, un intermédiaire incontournable entre le Premier ministre hongrois et l'Empereur.

La seconde guerre balkanique (29 juin - 9 août 1913)

Un changement de politique étrangère austro-hongroise et une Bulgarie piégée

Tisza prononce un discours ⁽⁴²⁾ au Parlement de Budapest, le 19 juin 1913, pour expliquer ce changement de politique étrangère. Il répond au télégramme conciliateur de Nicolas II du 8 juin 1913, adressé aux rois de Serbie et de Bulgarie pour offrir son arbitrage sur le partage de la Macédoine, prévu dans l'accord secret bulgaro-serbe du 13 mars 1912. Le *Tsar* veut ainsi éviter « une guerre fratricide entre les États slaves », puisque la rupture entre la Serbie et la Bulgarie serait « un triomphe pour l'Autriche ». En conséquence, le Premier ministre hongrois justifie la volte-face de la diplomatie austro-hongroise, l'abandon soudain de la politique du *statu quo* et la reconnaissance de la recomposition territoriale de la péninsule balkanique. C'est ainsi que la Double Monarchie soutient l'indépendance « véritable et totale » des États balkaniques pour rendre « les Balkans aux peuples balkaniques ». L'Empire austro-hongrois, a de ce fait, reconnu le nouvel ordre établi à partir du moment où les peuples balkaniques sont capables d'obtenir leur indépendance grâce à leurs victoires militaires, de conquérir leurs territoires et non pas de les obtenir comme cadeau par l'intervention d'une ou plusieurs grandes puissances tutélaires. Le Premier ministre souligne ainsi le désintéressement austro-hongrois dans les Balkans : la Double Monarchie ne cherche pas des privilèges, ni expansion territoriale, ni sphères d'influence/protectorat. Néanmoins, István Tisza expose clairement les limites : la Double Monarchie s'oppose à l'occupation militaire par la Serbie des territoires habités, au bord de la mer Adriatique, par des non-Slaves et

(41) Voir la caricature du journal anglais *Puck* sous le titre : « *Nicholas of Montenegro, "the Leonidas of the Balkans"* » parue en mai 1913, également en couverture de *Bulgaria and Hungary at War (1912-1918)*.

(42) *Gróf Tisza István képviselőházi beszédei* [Les discours parlementaires du comte István Tisza] Tome V, p. 365.

La Hongrie et les guerres balkaniques

soutient la formation d'un État albanais indépendant, au nom du principe des nationalités. Tisza reconnaît que les litiges concernant le partage des territoires ottomans européens pourraient provoquer une nouvelle guerre. Le Premier ministre hongrois expose dès lors les différentes voies du règlement : guerre ou règlement pacifique par négociations directes ou par médiation (ou arbitrage) d'une grande puissance tout en considérant que ce dernier serait une « intervention » en vue d'obtenir des privilèges au détriment de l'indépendance des États.

Tisza, au nom de l'Empire austro-hongrois et en accord avec Berchtold, rejette toute idée d'intervention russe (médiation entre Bulgares et Serbes ou intervention armée, ainsi que patronage envers la Ligue balkanique) qui aboutirait à une suprématie russe dans les Balkans. De même qu'il déplore que la création d'une (Grande) Albanie sur la base des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, soit défié par la Serbie. Le Premier ministre hongrois laisse ainsi entendre qu'un État balkanique indépendant et viable est préférable à un État vassal de l'Empire russe. Il affirme qu'une paix des grandes puissances ou une alliance balkanique serait une mauvaise solution pour la sécurité de la Double Monarchie. Cette adaptation de la politique austro-hongroise au triomphe des nationalismes balkaniques est tellement ambiguë que le discours de Tisza est diversement perçu en Serbie et en Bulgarie. D'une part, Pašić⁽⁴³⁾, le chef du gouvernement serbe, l'interprète – correctement – comme une manifestation de neutralité dans une guerre à venir. D'autre part, le roi Ferdinand déduit – à tort – que ce discours est destiné à le soutenir s'il refuse la médiation russe alors que, par ce biais, la Bulgarie voulait récupérer les territoires promis dans l'accord secret (c'est-à-dire, la vallée du Vardar). De cette interprétation erronée découlait aussi le rejet bulgare des négociations directes avec les Serbes.

Le journal d'István Burián permet d'éclairer les arrières-pensées austro-hongroises sur le conflit interallié. Berchtold s'oppose à la réconciliation bulgaro-serbe sous le patronage russe, ayant connaissance des manœuvres de la diplomatie tsariste. À la conférence de Saint-Petersbourg, Sazonov distribue « généreusement » les territoires de l'Empire ottoman défait, de l'Empire austro-hongrois rival et de la Bulgarie (slave), pour pouvoir bâtir une alliance pro-russe. Il promet la Macédoine à la Bulgarie et la Bosnie (austro-hongroise) à la Serbie, de même que la Transylvanie (hongroise) et le Quadrilatère (bulgare) à la Roumanie, afin de détourner l'attention roumaine de la Bessarabie (russe). Berchtold et Burián, en essayant de contrer les manœuvres russes, veulent bien accorder la vallée du Vardar à la Bulgarie, mais ne souhaitent pas aller jusqu'à une « guerre préventive » contre la Serbie. La Bulgarie veut éviter son isolement total, car elle est encerclée par ses alliés qui lui sont de plus en plus hostiles, ainsi que par l'Empire ottoman, qui prépare sa revanche. Le roi Ferdinand compte – en vain – sur l'Empire austro-hongrois afin d'empêcher une intervention militaire roumaine contre la Bulgarie.

(43) Nikola Pašić (Zaječar 1845-1926 Belgrade) : Premier ministre de Serbie entre 1891-1892 et 1904-1918 et Premier ministre du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes entre 1918, 1921-1924, 1924-1926.

La Hongrie et les guerres balkaniques

La Double Monarchie ne pouvant plus rien pour la Bulgarie, Burián voit un certain avantage dans une éventuelle défaite bulgare : une Bulgarie revancharde sera anti-serbe, contrainte et forcée de s'allier avec l'Empire austro-hongrois. Par contre, Burián croit – à tort – que l'Empire russe ne permettra pas l'intervention roumaine contre la Bulgarie. Pourtant, le message du 8 juin 1913 du *Tsar* est clair sur ce point : « l'État, qui lancerait une telle guerre (criminelle), sera tenu pour responsable et jugé à l'aune de la fraternité slave » (cf. *Les discours parlementaires du comte István Tisza*).

La Serbie provoque délibérément le conflit en demandant au *tsar* Nicolas II la révision de l'accord secret bulgaro-serbe du 13 mars 1912, puis en dénonçant l'accord et en refusant, finalement, l'arbitrage russe sur cette question. En conséquence, le 29 juin 1913, le roi Ferdinand, lance ses troupes contre les armées serbe et grecque en Macédoine (cf. Richard C. Hall, p. 107-130). Il espère une victoire rapide sur ses anciens alliés et pense parvenir à un arbitrage russe favorable à la Bulgarie en créant un « fait accompli ». Les Bulgares se sont bernés d'illusions en pensant pouvoir compter sur l'Empire austro-hongrois, ainsi que sur la Roumanie contre la Serbie, et en pensant que l'Empire russe panslave manifesterait sa bienveillance à leur égard.

Tous ces calculs se révèlent désastreux puisque c'est exactement le contraire qui se produit. L'attaque bulgare est repoussée par les Serbes et les Grecs, aidés par les Monténégrins. Nicolas II se retourne contre Ferdinand, en soutenant la Serbie, son seul allié dans les Balkans. L'Empire ottoman reprend également les armes et envahit la Thrace orientale en récupérant la ville d'Adrianople. Berchtold considère cette attaque turque comme le début d'un chaos généralisé dans les Balkans, puisque « tout le monde combat tout le monde ». Il échoue dans la conciliation de la politique balkanique de la Double Monarchie et de l'Allemagne. Sa diplomatie n'est soutenue ni par l'Allemagne, ni par la Roumanie. Cette dernière cherche à obtenir dès le 28 juin, par *ultimatum*, la cession du Quadrilatère. Berchtold essaye, sans succès, de dissuader la Roumanie de poignarder dans le dos la Bulgarie. À partir du 10 juillet, les troupes roumaines marchent vers le cœur de la Bulgarie, sans rencontrer de résistance : le 23 juillet elles sont à Vrazhdebna (à 15 km de la capitale Sofia). Quant à l'armée grecque, entre le 30 juillet et le 9 août, elle est encerclée par l'armée bulgare, mais est sauvée, *in extremis*, par une demande d'armistice bulgare. Dans cette guerre éclair interalliée, la Bulgarie subit une défaite cuisante et frôle la catastrophe nationale.

Une paix avantageuse pour la Roumanie et la Serbie

Les grandes puissances n'interviennent pas dans cette guerre pour rétablir la paix d'équilibre dans les Balkans : celles-ci sont également absentes des négociations de paix. Dans les traités de Bucarest du 10 août 1913 (entre les anciens alliés) et de Constantinople du 29 septembre 1913 (avec l'Empire ottoman), la Bulgarie

La Hongrie et les guerres balkaniques

perd la Macédoine, le Quadrilatère et la Thrace. La Roumanie est le grand bénéficiaire de ce règlement, devenant la puissance dominante dans les Balkans. C'est la politique austro-hongroise *divide et impera* qui a ouvert la voie à cette montée en puissance. La diplomatie roumaine, soutenue à la fois par l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois d'une part, et l'Empire russe d'autre part, dicte une nouvelle paix d'équilibre balkanique, dirigée contre la Bulgarie. Sazonov a gagné son pari : il a remporté une victoire diplomatique avec une Serbie alliée, agrandie et victorieuse, et une Roumanie « détournée » de la Triplice. La Double Monarchie a, ainsi, échoué de protéger les intérêts bulgares contre ses adversaires. La Roumanie – après avoir annexé le Quadrilatère – a la voie libre pour récupérer la Transylvanie (hongroise). Quant à l'Allemagne, elle ne veut pas que la Bulgarie remplace la Roumanie, aux côtés de la Triplice. Or, sans l'appui de l'Allemagne, la diplomatie austro-hongroise est incapable de mener une action autonome dans les Balkans. L'Empire russe a abandonné la Bulgarie pour s'allier avec la Serbie, qui va l'entraîner, par la suite, dans un conflit avec les Austro-Hongrois. La disparition de la Ligue balkanique pro-russe, déclenche la formation de deux regroupements d'États balkaniques opposés : un premier constitué par la Serbie, la Roumanie et la Grèce, s'orientant vers l'Empire russe (faisant partie de l'Entente ⁽⁴⁴⁾) ; et un second constitué par l'Albanie, la Bulgarie et l'Empire ottoman, s'orientant vers la Triplice ⁽⁴⁵⁾. De ce fait, ce ne sont plus les grandes puissances qui mènent, désormais, le jeu des alliances, mais bien les États balkaniques, comme la Serbie et la Roumanie, qui essayent, non seulement, d'exploiter leurs discordes, mais les entraînent, également, dans des conflits pour mieux servir leurs intérêts.

La Serbie, agrandie par sa double victoire dans les guerres balkaniques et confiante dans le soutien indéfectible de l'Empire russe, refuse ainsi d'exécuter la résolution de la réunion des Ambassadeurs de Londres concernant l'évacuation des territoires albanais. C'est à l'automne 1913 que Tisza, Berchtold et Burián réussissent à régler ce conflit par voie diplomatique, lors du soulèvement albanais contre l'occupation serbe. Le 18 octobre 1913, dans un *ultimatum* rédigé par Burián, l'Empire austro-hongrois, soutenu par l'Allemagne et l'Italie, exige du gouvernement Pašić de retirer ses troupes des territoires accordés à l'Albanie. Burián incite Berchtold à la fermeté contre la Serbie, considérant une démarche collective des grandes puissances sans espoir. À la différence de Conrad, Burián ne veut ni partager la Serbie, ni occuper son territoire, mais il est prêt à prendre les armes, si nécessaire. Burián est persuadé que le gouvernement Pašić ne comprend que le langage de la force. Mais, Berchtold préfère limiter cette action à une démarche diplomatique. Quant à l'Empire russe et la France, ils ne veulent pas intervenir en faveur de leur protégé balkanique. La Serbie doit, ainsi, obtempérer à l'*ultimatum* austro-hongrois pour la deuxième fois (le premier concernait la Bosnie, en mars 1909).

(44) L'alliance militaire de la France, du Royaume-Uni et de l'Empire russe, désignée sous le terme de Triple-Entente (31 août 1907) par opposition à la Triple Alliance, est en fait la combinaison de plusieurs accords bilatéraux entre les 3 pays.

(45) Triple-Alliance ou Triplice (20 mai 1882) : groupement politique constitué par l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Italie. Elle cesse officiellement en mai 1915, lors de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés.

Cette fois, la guerre européenne est évitée, l'honneur de la Double Monarchie sauvé et le conflit balkanique localisé.

L'escalade vers la Grande Guerre

À peine les larmes de crocodiles des hommes d'État hongrois sont-elles séchées à la suite de l'assassinat de François-Ferdinand, le 28 juin 1914, que István Tisza met tout en œuvre afin d'éviter la guerre. En effet, il craint par-dessus tout qu'une attaque contre la Serbie ne soit suivie – par solidarité slave – d'une intervention russe. Il redoute aussi que la Roumanie passe dans l'autre camp. En revanche, à Vienne, Berchtold, Conrad et Krobatin ⁽⁴⁶⁾, sont prêts, cette fois-ci, à une riposte de grande fermeté, à recourir à *ultima ratio* afin d'envahir et de punir la Serbie (cf. *L'agonie d'une monarchie*, p. 66-73). La Grande Guerre aurait pu être évitée, si une campagne militaire austro-hongroise prompte et décisive avait été lancée dès les premiers jours après l'assassinat de François-Ferdinand ⁽⁴⁷⁾. Une intervention limitée dans le temps et l'espace aurait alors bénéficié de sympathies et de soutiens moraux de la plupart des gouvernements et de l'opinion publique de l'Europe, à l'exception de l'Empire russe, et peut-être, de la Roumanie. Or, la Monarchie tarde à intervenir. Ce retard s'explique, en grande partie, par la volonté d'István Tisza de maintenir la paix et de régler le conflit par les négociations, paraisant ainsi une action résolue et immédiate.

Le 30 juin 1914, Tisza proteste contre l'intention belliqueuse de Berchtold, ne voulant pas exposer la Double Monarchie comme agresseur. Il remet, le 1^{er} juillet, un mémorandum à l'Empereur en ce sens. Au Conseil des ministres communs, le 7 juillet 1914, Berchtold persiste, tandis que Tisza redit sa préférence de ne pas recourir à un *ultimatum* (*L'agonie d'une monarchie*, p. 75). Il veut d'abord resserrer les liens avec la Bulgarie, ainsi que son alliance avec la Roumanie, pour que la formation de ce verrou (constitué de ces deux États) vers les Balkans, retienne l'Empire russe de voler au secours de la Serbie. Dans l'éventualité d'une attaque militaire austro-hongroise, il ne souhaite ni l'annexion, ni la liquidation de la Serbie, pour ne pas provoquer les Russes. Berchtold et Conrad continuent de demander un règlement prompt de la question serbe. Tisza réplique à leurs arguments dans un mémorandum du 8 juillet adressé à l'Empereur : il préfère donner le choix à la Serbie pour qu'elle évite le conflit armé. Tisza essaie de sauver ainsi le Royaume de Hongrie, menacé par une attaque russe. Il redoute qu'une guerre déclenchée par la Monarchie conduise inévitablement à une catastrophe majeure.

Par la suite, Berchtold réussit à convaincre l'Empereur que le retard d'une action résolue sera interprété comme un signe de faiblesse par son alliée, l'Allemagne,

(46) Alexander von Krobatin (Olomouc 1849-1933 Vienne) : maréchal et homme politique autrichien, ministre de la Guerre entre 1912 et 1917.

(47) L'article de Thomas Laqueur : « *Some Damn Foolish Thing* » est un compte rendu du livre de Christopher Clark : *The Sleepwalkers: How Europe Went to War in 1914*.

La Hongrie et les guerres balkaniques

et surtout la Serbie. Quant à Guillaume II, il a réorienté sa politique d'alliance balkanique et a, de ce fait, donné son accord à un rapprochement avec la Bulgarie. L'Empereur allemand garantit ainsi à Vienne qu'une Roumanie contrebalancée par la Bulgarie ne l'attaquera pas. En revanche, son chancelier, Bethmann-Hollweg⁽⁴⁸⁾ et lui sont d'avis que si l'empereur François-Joseph ne manifeste pas sa fermeté à l'encontre de la Serbie, cela prouvera que la Double Monarchie est incapable de relever le défi d'une agression et laisse ainsi bafouer son honneur. Berchtold déplore que la valse d'hésitations de l'Empire austro-hongrois, au lieu de conduire à la résolution du conflit, contribue à son élargissement, en provoquant une perte de prestige considérable pour la Monarchie. Entre-temps, Burián convainc le Premier ministre hongrois qu'une solution radicale est nécessaire afin de résoudre la question serbe. En punissant la Serbie, il veut également décourager les prétentions territoriales roumaines sur la Transylvanie.

Lors du Conseil des ministres commun du 14 juillet 1914, Tisza donne finalement son accord pour envoyer un *ultimatum* adressé au gouvernement serbe, à condition que la Monarchie ne piétine pas l'intégrité territoriale et la souveraineté serbe. Le Premier ministre croit, à tort, qu'une alliance bulgare, contrebalançant la Roumanie et verrouillant la Serbie, sera conclue avec la Triplice dans les plus brefs délais. Burián est convaincu que l'*ultimatum* fera plier la Serbie, comme ce fut le cas en 1909 et en 1913. Quant à Tisza, il essaye de localiser le conflit et de transformer la guerre en une simple expédition punitive, afin d'éviter l'entrée en guerre russe et d'empêcher, ainsi, l'éclatement d'une guerre européenne.

Malheureusement, Tisza échoue sur tous ces points. L'*ultimatum* est suivi d'une déclaration de guerre. L'expédition punitive s'enlise, et ce n'est qu'à l'automne 1915 que toute la Serbie est occupée par les armées allemande, austro-hongroise et bulgare. Par une cascade de déclarations de guerre, entre le 28 juillet et le 4 août 1914, le conflit devient mondial. L'armée russe occupe Lemberg⁽⁴⁹⁾ en Galicie, puis traverse les montagnes des Carpates, envahissant ainsi les départements du Nord du Royaume de Hongrie. Cette offensive russe encourage le gouvernement roumain à présenter ses revendications territoriales contre la Monarchie. Tisza n'a pas su empêcher ni l'entrée en guerre de l'Empire russe, ni la formation d'une alliance de ce dernier avec la Roumanie. Sazonov conclut, ainsi, un accord secret russo-roumain, le 1^{er} octobre 1914, promettant la Transylvanie et une partie de la Grande Plaine hongroise à la Roumanie, en échange de son entrée en guerre contre les puissances centrales. C'est ainsi que la Première Guerre mondiale débute pour la Hongrie.

(48) Theobald Theodor Friedrich Alfred von Bethmann Hollweg (Hohenfinow 1856-1921) : chancelier allemand de 1909 à 1917.

(49) La bataille de Lemberg a été perdue par l'armée austro-hongroise (23 août - 11 septembre 1914).

La Hongrie et les guerres balkaniques

*

**

Le Royaume de Hongrie, faisant partie intégrante d'une grande puissance européenne, ne pouvait échapper à la logique d'une politique étrangère et de défense commune de l'Empire austro-hongrois. N'ayant ni une armée nationale, ni un État indépendant, les Hongrois, à la suite de l'assassinat d'un Archiduc anti-hongrois, ont lutté, « malgré eux », aux côtés de l'empereur François-Joseph. Ainsi, à aucun moment pendant les deux guerres balkaniques, Tisza et Burián n'ont réussi à faire valoir les intérêts spécifiques de la Hongrie. Toutes les menaces que Tisza redoutait, sont finalement devenues réelles au cours des premiers mois de la Grande Guerre, à laquelle la guerre contre l'Empire ottoman et la guerre interalliée n'étaient que des « répétitions générales ».

Éléments de bibliographie

Bled Jean-Paul et Deschodt Jean-Pierre (dir.) : *Les guerres balkaniques (1912-1913)* ; Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2014 ; 254 pages.

Bled Jean-Paul : *L'agonie d'une monarchie – Autriche-Hongrie, 1914-1920* ; Éditions Tallandier ; 2014 ; 484 pages.

Laqueur Thomas : « *Some Damn Foolish Thing* » in *London Review of Books*, décembre 2013 ; p. 11-16.

Clark Christopher : *The Sleepwalkers: How Europe Went to War in 1914* ; Allen Lane, 2013 ; 736 pages.

Penka Peykovska et Gábor Demeter (dir.) : *Bulgaria and Hungary at war (1912-1918)* ; Sofia-Budapest, 2013 ; 160 pages.

Bled Jean-Paul : *François-Ferdinand d'Autriche* ; Éditions Tallandier, 2012 ; 366 pages.

Barabási Kun József, Illés Gábor et Maruzsa Zoltán (dir.) : *Gróf Tisza István képviselőházi beszédei [Les discours parlementaires du comte István Tisza]* Tome V ; Tisza István Baráti Társaság, Budapest, 2011.

Demeter Gábor : *Kisállami törekvések és nagyhatalmi érdekek a balkán-háborúk idején (1912-1913) [Les aspirations des petits États et les intérêts des grandes puissances pendant les guerres balkaniques]* ; Hungarovox, Budapest, 2007.

Fülöp Lilla : *Les rapports du consul général français à Budapest (Le Vicomte de Fontenay) sous le gouvernement hongrois Wekerle (1906-1910)* ; mémoire sous la direction du professeur Jean-Paul Bled, Université Paris IV-Sorbonne, 2006.

Báró Burián István naplói [Diary of Baron Burián] 1907-1922 ; Budapest 1999 ; 375 pages.

Hall Richard C. : *The Balkan wars, 1912-1913. Prelude to the First World War* ; Routledge-London/NewYork, 2000 ; 192 pages.

Contested regions according to the map annexed to the treaty of alliance (13 March 1912). Report of the International Commission to Inquire into the causes and Conduct of Balkan Wars ; Carnegie Endowment, 1914.

Gábor Demeter : *The Balkan Policy of Baron István Burián and Count István Tisza during the Balkan wars (1912-1913): Interests and Concepts of a Hungarian Political Pressure Group* ; conférence de l'IRCICA organisée pour le 100^e anniversaire des guerres balkaniques, octobre 2012, 16 pages.

Penka Peykovska : *Lajos Thallóczy's Diary about Bulgaria and Austria-Hungary's foreign Policy during the Balkan wars (2 June 1912 - 26 November 1913)* ; p 97-120.